



## DÉLIBÉRATION N° 2020-161

# Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 18 juin 2020 portant avis sur le projet d'arrêté relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel de l'ELD SEML Synelva Collectivités

Participaient à la séance : Jean-François CARENCO, président, Catherine CHAUVET, Catherine EDWIGE, Ivan FAUCHEUX et Jean-Laurent LASTELLE, commissaires.

### 1. CONTEXTE, COMPETENCE ET SAISINE DE LA CRE

La loi n°2019-1147 relative à l'énergie et au climat (LEC), promulguée le 8 novembre 2019, met fin aux tarifs réglementés de vente (TRV) de gaz naturel des fournisseurs historiques, pour toutes les catégories de consommateurs, en plusieurs étapes :

- les clients professionnels dont la consommation annuelle est inférieure à 30 MWh devront choisir une offre de marché d'ici le 1<sup>er</sup> décembre 2020 ;
- les clients résidentiels ainsi que les syndicats de copropriétés et les propriétaires uniques d'immeuble à usage unique d'habitation dont la consommation annuelle est inférieure à 150 MWh devront, eux, opter pour une offre de marché d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Les TRV ne sont plus commercialisés depuis le 8 décembre 2019. Néanmoins, pour les contrats en cours d'exécution à la date de publication de la LEC et jusqu'aux échéances mentionnées ci-dessus, les dispositions du code de l'énergie relatives au mode de construction et aux missions de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) abrogées par la LEC restent applicables dans leur rédaction antérieure à cette loi.

Les tarifs réglementés de vente de gaz naturel sont encadrés par les articles L. 445-1 à L. 445-4 et R. 445-1 à R. 445-7 du code de l'énergie.

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que les « *tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1* ».

L'article R. 445-3 précise que « *pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel* ». « *La formule tarifaire est fixée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, le cas échéant sur proposition du fournisseur, après avis de la Commission de régulation de l'énergie* ».

Cet article prévoit également que « *la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie* ».

L'article R. 445-4 précise que « *pour chaque fournisseur, un arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie pris après avis de la Commission de régulation de l'énergie fixe [...] les barèmes des tarifs réglementés à partir, le cas échéant, des propositions du fournisseur* ».

Enfin, l'article R. 445-5 prévoit que « *le fournisseur modifie, selon une fréquence définie par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie et au maximum une fois par mois, jusqu'à l'intervention d'un nouvel arrêté tarifaire [...] les barèmes de ses tarifs réglementés en y répercutant les variations des coûts d'approvisionnement en gaz naturel, telles qu'elles résultent de l'application de sa formule tarifaire* ». « *La répercussion des variations des coûts d'approvisionnement en euros par mégawattheure se fait de manière uniforme sur les différents*

barèmes et s'applique sur la part variable, sauf disposition contraire prévue par l'arrêté mentionné à l'article R. 445-4 ».

L'arrêté du 27 juin 2019 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel fourni par SEML Synelva Collectivités a fixé les tarifs réglementés de vente de SEML Synelva Collectivités ainsi que la formule permettant d'estimer l'évolution de ses coûts d'approvisionnement entre le 1<sup>er</sup> juillet 2019 et le 30 juin 2020. L'arrêté du 30 décembre 2019 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel fourni par SEML Synelva a modifié ses barèmes, afin de prendre en compte l'évolution de ses coûts d'approvisionnement.

\*\*\*

En application de l'article R. 445-4 du code de l'énergie, la CRE a été saisie pour avis, le 15 juin 2020, par la ministre de la transition écologique et solidaire et le ministre de l'économie et des finances, après des échanges entre ses services et ceux des ministères concernés, d'un projet d'arrêté relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel de SEML Synelva Collectivités.

Le projet d'arrêté fixe les barèmes de SEML Synelva Collectivités pour ses tarifs réglementés de vente en distribution publique. Il fixe également la formule permettant d'estimer l'évolution des coûts d'approvisionnement, la fréquence d'évolution des barèmes en application de cette formule et la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement de SEML Synelva Collectivités pour établir ses tarifs réglementés de vente en distribution publique.

Le projet d'arrêté soumis à la CRE doit entrer en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel. Pour établir son analyse, la CRE a considéré que cette entrée en vigueur interviendrait le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

## **2. OBSERVATIONS DE LA CRE**

### **2.1 Formule d'évolution des coûts d'approvisionnement de SEML Synelva Collectivités**

L'article 2 du projet d'arrêté précise que le terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel de SEML Synelva Collectivités est stable jusqu'au 31 juin 2021.

Sur le fondement de l'analyse des coûts du fournisseur, la CRE estime que la formule fournit une approximation correcte de ses coûts.

### **2.2 Méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement**

La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement reflète bien la nature des coûts supportés par l'opérateur.

### **2.3 Intégration d'un rattrapage au titre des écarts constatés entre le 1<sup>er</sup> juillet 2018 et le 30 juin 2019**

Les coûts d'approvisionnement de SEML Synelva Collectivités ont évolué au 1<sup>er</sup> novembre 2018 par rapport à ceux inclus dans ses barèmes au 1<sup>er</sup> juillet 2018. La CRE a d'ailleurs été saisie le 5 novembre 2018 par les ministres de l'énergie et de l'économie d'un projet d'arrêté entérinant l'évolution des coûts d'approvisionnement de SEML Synelva Collectivités à cette date. La CRE a rendu un avis positif sur ce projet d'arrêté dans sa délibération n° 2018-235. Par rapport au barème alors en vigueur, applicable depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018, ce projet représentait une hausse du tarif moyen hors taxes de +0,947 c€/kWh. Cet arrêté n'est néanmoins jamais paru au Journal Officiel de la République Française depuis. Dans ce contexte, les recettes issues de la vente de gaz naturel au tarif réglementé n'ont pas permis à SEML Synelva Collectivités de couvrir ses coûts d'approvisionnement. En application de l'article L.455-3 du code de l'énergie, le déficit constaté sur la période allant du 1<sup>er</sup> novembre 2018 au 30 juin 2019 doit être compensé par un rattrapage. Ce rattrapage est inclus dans les tarifs de SEML Synelva Collectivités à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019 et jusqu'au 30 juin 2020.

## **2.4 Analyse des barèmes envisagés**

La CRE a vérifié que les barèmes proposés couvrent les coûts supportés par SEML Synelva Collectivités estimés au 1<sup>er</sup> juillet 2020. Ces coûts sont :

- les coûts d’approvisionnement ;
- les coûts d’utilisation des infrastructures gazières de transport et de distribution ;
- les coûts de commercialisation, y compris une marge commerciale raisonnable, comme le prévoit l’article R. 445-3 du code de l’énergie.

La CRE constate par ailleurs qu’ils n’intègrent plus le rattrapage au titre des écarts entre coûts et recettes constatés entre le 1<sup>er</sup> juillet 2018 et le 30 juin 2019.

Pour un client type au tarif B1 (usage chauffage, consommant 17 MWh par an), cette proposition correspond à une baisse de sa facture annuelle (hors taxes et CTA) de 34,9 €, soit -3,3 %, par rapport au barème en vigueur applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## **AVIS DE LA CRE**

La Commission de régulation de l'énergie (CRE), saisie pour avis le 15 juin 2020 par la ministre de la transition écologique et solidaire et le ministre de l'économie et des finances d'un projet d'arrêté relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel de SEML Synelva Collectivités, estime que :

- la formule tarifaire fournit une approximation correcte des coûts d'approvisionnement ;
- la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement reflète bien la nature des coûts supportés par l'opérateur ;
- les barèmes envisagés permettent de couvrir les coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement de SEML Synelva Collectivités tels qu'ils peuvent être estimés au 1<sup>er</sup> juillet 2020.

En conséquence, en application des dispositions de l'article R. 445-4 du code de l'énergie, la CRE émet un avis favorable au projet d'arrêté relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel de SEML Synelva Collectivités.

La présente délibération sera publiée sur le site internet de la CRE et transmise à la ministre de la transition écologique et solidaire et au ministre de l'économie et des finances.

Fait à Paris, le 18 juin 2020.

Pour la Commission de régulation de l'énergie,

Le Président,

Jean-François CARENCO